NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

« Nous nous sommes humiliés » déclare-t-on en Suède obligée de se plier aux exigences de R.T.Erdogan

La demande d'adhésion de la Finlande et de la Suède venait juste d'être déposée auprès de l'Otan que R.T.Erdogan posait déjà ses conditions.

"Ces pays n'ont pas de position claire et transparente contre les organisations terroristes", attaquait ainsi le président turc en mai 2022 .

Dans la ligne de mire de Recep Tayyip Erdogan, les 100 000 réfugiés kurdes accueillis par la Suède, certains liés à des groupes classés "organisations terroristes" par le gouvernement turc, comme le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et les Unités de protection du peuple (YPG).

Le président turc a exige de la Suède et de la Finlande le **durcissement de leur lé**gislation antiterroriste et la **levée de l'embargo** sur les armes qu'elles imposaient à la Turquie depuis 2019, en représailles à une offensive lancée par l'armée turque contre le groupe kurde des YPG, alors qu'il combattait l'organisation État islamique dans le nord de la Syrie.

La demande d'adhésion de la Finlande et de la Suède venait à peine d'être déposée auprès de l'Otan que la Turquie posait déjà ses conditions. "Ces pays n'ont pas de position claire et transparente contre les organisations terroristes", attaquait ainsi le président turc en mai 2022, quelques heures à peine après le dépôt de la demande. Dans la ligne de mire de Recep Tayyip

Erdogan, les quelque 100 000 réfugiés kurdes accueillis par la Suède, pour certains liés à des groupes classés "organisations terroristes" par la Turquie, comme le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et les Unités de protection du peuple (YPG).

Le président turc a ainsi commencé par exiger de la Suède et de la Finlande le durcissement de leur législation antiterroriste et la levée de l'embargo sur les armes qu'elles imposaient à la Turquie depuis 2019, en représailles à une offensive lancée par le pays contre le groupe kurde des YPG, alors qu'il combattait l'organisation État islamique dans le nord de la Syrie.

Mais ces premières concessions n'ont pas suffi : après la signature d'un protocole d'accord en juin, ,une longue liste de "terroristes" a été transmise aux deux pays scandinaves, pour réclamer l'extradition de réfugiés kurdes bénéficiant de l'asile en Suède et en Finlande depuis des décennies.

la démission d'un ministre suédois ayant participé à une fête pro-PKK, il y a dix ans .L'ambassadeur de Suède a été convoqué après qu'une émission de télévision s'est moquée d'Erdogan.

La semaine dernière, le chantage est encore monté . Bafouant les standards suédois en matière de respect de la liberté d'expression, la Turquie a demandé au pays d'enquêter sur un rassemblement organisé à Stockholm par un groupe jugé proche du PKK, et au cours duquel des slogans anti-Erdogan auraient été prononcés. et exigé que les participants soient identifiés.

Stockholm a ainsi accepté en août de livrer un des hommes figurant sur la liste "terroriste", tout en assurant que l'extradition relevait d'une procédure judiciaire ordinaire, et n'était en aucun cas liée au chantage exercé par la Turquie.

"Kristersson doit arrêter de s'humilier face à la Turquie", écrivait ainsi début novembre l'éditorialiste Alex Schulman dans le quotidien suédois Dagens Nyheter.

"Tout à coup, vendre des armes à la Turquie ne nous pose plus de problème, dénonce le journaliste. Nous n'avons plus non plus de difficultés à considérer comme tels les groupes étiquetés 'terroristes' par la Turquie... Nous nous sommes humiliés, mais cela en valait la peine ! Kristersson a reçu une longue accolade d'Erdogan, qui lui a dit 'Bienvenue dans l'Otan, mon ami !'"

Un résumé sarcastique, puisque le voyage du Premier ministre suédois s'est soldé par un échec : Ulf Kristersson est rentré en Suède sans aucune promesse d'accord turc. "Allons-nous vraiment continuer avec ce comportement autodestructeur ?", s'insurge l'éditorialiste dans son article. "À un moment donné, ne faudrait-il pas demander à notre gouvernement de défendre notre pays et nos valeurs ?"

Ce chantage permet à Recep Tayyip Erdogan de gagner des points pour l'élection présidentielle, prévue en Turquie au mois de juin prochain. "La Turquie est mal gérée économiquement . Bloquer l'entrée de la Suède dans l'Otan permet à Erdogan de déplacer le débat, en le centrant sur le laxisme des pays européens qui laissent les terroristes en liberté. Il se présente comme un dirigeant fort, qui n'a pas peur de leur tenir tête."

: "Erdogan se dépeint comme un leader si fort et si important que les États-Unis, la Russie et l'Europe doivent composer avec lui. Le secrétaire général de l'Otan s'est même rendu en Turquie pour supplier Erdogan d'autoriser la Suède à entrer dans l'Otan. ."

Mais la Turquie a beaucoup à gagner en approuvant l'entrée de la Suède et de la Finlande dans l'Otan. "Militairement, ce serait important pour la Turquie d'avoir la Suède et la Finlande dans l'Otan, car leur entrée allongerait considérablement la frontière terrestre entre la Russie et l'Otan. [Cette entrée] déplacerait le point focal de cette frontière, et les tensions Otan-Russie qui en découlent, beaucoup, beaucoup plus au nord, loin de la Turquie."

Erdogan finira donc sans doute par donner son accord à l'entrée de la Suède dans l'Otan "à l'approche des élections de juin, ou juste après qu'elles aient eu lieu", à condition que la Suède "cherche à garder Erdogan de bonne humeur"..

source : France 24